



Conseil économique et social

Distr. limitée
29 juin 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Imelda Smolcic (Uruguay)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3 b)]

Programme 20

Droits de l'homme

1. À ses 15^e, 21^e et 22^e séances, tenues les 13, 20 et 22 juin 2012, le Comité a examiné le programme 20 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 20)].
2. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Examen de la question

3. Les délégations ont exprimé leur appui au programme 20 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 et souligné son importance dans le cadre des activités de l'ONU. D'aucuns ont estimé qu'à l'exception des modifications introduites compte tenu des nouveaux mandats, le projet de cadre stratégique était analogue à celui qui avait été approuvé pour la période 2012-2013, lequel était un document bien équilibré. En outre, certains intervenants ont exprimé l'espoir que le Comité serait en mesure d'examiner le programme de manière constructive et de l'adopter par consensus, étant donné que la question des droits de l'homme constitue l'un des trois piliers de l'Organisation. Des éclaircissements ont



été demandés sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du programme de travail et les enseignements qui en avaient été tirés.

4. Des questions ont été posées au sujet des mécanismes permettant au Conseil des droits de l'homme de participer à l'examen du projet de cadre stratégique. Diverses délégations ont exprimé l'avis qu'il convenait d'engager, dans le cadre du Conseil, un dialogue constructif entre les États Membres et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le renforcement de la coopération et de l'assistance à fournir dans le domaine des droits de l'homme. Il a également été indiqué que les conseils donnés par le Bureau des affaires juridiques à la Haut-Commissaire ne pouvaient être acceptés et que, conformément à l'article 4.8 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2000/8), le cadre stratégique devrait être soumis officiellement au Conseil des droits de l'homme et examiné par lui, et que les recommandations y afférentes devraient être transmises au Comité lors de la session en cours.

5. Diverses délégations ont également déclaré que conformément à son mandat, le Comité n'était pas en mesure de demander aux organes intergouvernementaux sectoriels, fonctionnels et régionaux compétents leurs conclusions à l'issue de l'examen des divers cadres stratégiques des programmes. De l'avis de certains intervenants, l'examen effectué en 2010 par le Comité concernant le cadre stratégique pour la période 2012-2013 pour le présent programme demeurerait analogue à l'examen en cours, et la situation n'avait pas changé. D'aucuns ont fait observer qu'il faudrait réviser le mandat du Comité pour tenir compte de tous les résultats des examens des cadres stratégiques effectués par les différents organes intergouvernementaux. Des éclaircissements ont été demandés au Secrétariat concernant les différents mandats, textes normatifs et documents d'information régissant la communication au Comité des résultats de l'examen des cadres stratégiques par les organes intergouvernementaux compétents, en particulier pour le programme relatif aux droits de l'homme.

6. Il a été noté que l'absence des résultats de l'examen du programme 20 par le Conseil des droits de l'homme pouvait rendre difficile, voire impossible, l'examen effectif de ce programme par le Comité. D'aucuns ont fait observer que le Comité devrait examiner le programme 20 dans le cadre de ses méthodes de travail habituelles, qui ne devaient pas être liées ou subordonnées aux résultats de l'examen du programme par le Conseil. Il a été estimé que l'examen du programme 20 pouvait être reporté en attendant les résultats de l'examen du programme par le Conseil des droits de l'homme à sa session ordinaire (18 juin-6 juillet 2012).

7. Divers orateurs ont indiqué que le programme de travail devait être mis en œuvre en stricte conformité avec les mandats existants et suivant les principes de transparence, d'indépendance, d'impartialité, d'indivisibilité et de non-sélectivité. Il a également été fait observer que les mécanismes relatifs aux droits de l'homme devaient s'appliquer uniformément à tous les pays et que toute assistance, toute coopération ou tous services dans le domaine des droits de l'homme ne devaient être fournis aux pays qu'à leur demande.

8. En ce qui concerne la composante B (Droit au développement) du sous-programme 1 (Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse), certains intervenants ont exprimé leur préoccupation du fait

qu'elle ne reflétait pas de manière appropriée les aspects opérationnels du droit au développement.

9. S'agissant de la composante C (Recherche et analyse) du sous-programme 1, il a été souligné qu'il convenait de mettre davantage l'accent sur la mise en œuvre de la Déclaration adoptée par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que sur la fonctionnalité des mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Certains ont noté avec inquiétude que les indicateurs de succès au titre de cette composante d'ordre quantitatif étaient plus nombreux que les indicateurs qualitatifs. Il a été noté qu'il faudrait utiliser la terminologie acceptée dans la formulation de la stratégie, en ce qui concerne notamment les nouvelles formes de discrimination au titre du paragraphe 20.11 a).

10. Quant au sous-programme 2 (Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme), il a été jugé prématuré de refléter, dans le projet de cadre stratégique, la réalisation escomptée et l'indicateur de succès sur la simplification et l'harmonisation des procédures d'établissement de rapports pour les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme alors que la question était encore en cours d'examen à l'Assemblée générale.

11. En ce qui concerne le sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège), il a été indiqué qu'il faudrait davantage faire porter les efforts sur le renforcement des capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme que sur l'appui aux opérations de maintien de la paix et aux commissions d'enquête et missions d'établissement des faits.

12. S'agissant du sous-programme 4 (Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires), d'aucuns ont estimé que l'accent devrait être mis davantage sur l'appui à l'examen périodique universel que sur le soutien aux procédures spéciales et aux mécanismes de dépôt de plaintes.

13. En ce qui concerne les activités prescrites par les organes délibérants, d'aucuns ont exprimé l'avis que toutes les décisions adoptées récemment dans le domaine des droits de l'homme n'étaient pas prises en compte dans le cadre stratégique pour la période 2014-2015.

Conclusions et recommandations

14. **En raison du manque de temps, le Comité du programme et de la coordination a recommandé que le Président de la cinquante-deuxième session transmette les conclusions et les modifications proposées concernant le programme 20 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 au Président de la Troisième Commission à la soixante-septième session de l'Assemblée générale.**

15. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale renvoie le programme 20 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique proposé pour la période 2014-2015 à la Troisième Commission pour examen et suite à donner au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Planification des programmes ».**